



LETTRE OUVERTE

Les dirigeants d'Afrique de l'Ouest appellent à une action climatique audacieuse lors de la COP28

Le bilan mondial a souligné le rôle des acteurs non étatiques dans l'élaboration des stratégies régionales efficaces en matière de climat. Les résultats politiques de la COP28 doivent construire un système de solutions climatiques de co-conception qui intègrent les connaissances régionales et locales de l'Afrique de l'Ouest.

Chers Dirigeants Mondiaux,

Le besoin d'une action climatique audacieuse n'a jamais été aussi pressant. Nous sommes conscients de votre volonté et de votre désir d'agir, c'est la raison pour laquelle nous vous demandons de vous servir des résultats du bilan mondial afin de mener des actions qui auront un impact réel et novateur. Dans le but de mettre en œuvre cette action fondamentale, des solutions inclusives et prises en compte au niveau régional doivent être au cœur des résultats politiques du bilan mondial, et ce, lors de la COP28 et au-delà.

En septembre, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a rendu public son rapport de synthèse technique relatif au premier bilan mondial. Ce bilan historique met en évidence les lacunes majeures dans la mise en œuvre de cette action et servira de base aux discussions qui auront lieu lors de la COP28 à Dubaï. Au cours de ladite cérémonie, ces différents dirigeants se pencheront sur les progrès accomplis et prendront à cet effet des engagements actualisés en matière de climat. Alors que le bilan mondial fournit une feuille de route pour un changement décisif de l'approche incomplète actuelle en matière de lutte contre le changement climatique, la COP28 est la principale plateforme pour mettre en œuvre ce changement.

Nous invitons les dirigeants mondiaux à prendre en compte les risques et les opportunités propres à la région ouest africaine dans le processus de prise de décision et à faire entendre la voix des personnes les plus vulnérables aux effets dévastateurs liés au changement climatique. Une réponse adéquate au changement climatique ne doit pas être perçue comme une solution universelle : L'Afrique de l'Ouest dispose de nombreuses solutions, mais les dirigeants mondiaux ne doivent pas négliger les voix des experts locaux et de la société civile lors de la COP28.

Suite à la page suivante...





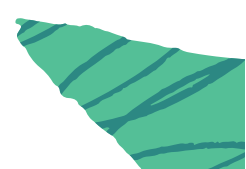
Les principales considérations régionales sont les suivantes :

- **Adaptation** : La plupart des ressources naturelles de l'Afrique de l'Ouest ne sont pas localisées dans un seul pays. Les ressources transfrontalières doivent être prises en compte lors de l'élaboration de la politique climatique nationale, notamment les plans nationaux d'adaptation (PNA) et les contributions déterminées au niveau national (CDN), et ce, en particulier en matière d'adaptation.
- **Finances** : l'action climatique locale est largement sous-financée. Les politiques doivent veiller à ce que les financements soient alloués aux régions où les solutions sont développées ainsi qu'à ce que les conditions d'accès aux financements climatiques soient simplifiées.
- **Atténuation** : Les ressources destinées à l'atténuation doivent atteindre les communautés les plus nécessiteuses. La région a besoin de soutien pour renforcer le suivi des aides liées à l'atténuation.
- **Equité** : Une approche descendante de la transition juste ne peut pas améliorer nos communautés. La transition juste doit être envisagée sous l'angle des moyens de subsistance locaux.
- **Mise en œuvre** : Tous les experts régionaux sont invités à contribuer au renforcement des capacités, surtout lorsque certaines situations politiques nuisent à la mise en œuvre de l'action. Les voix de la société civile doivent être prises en compte dans ce processus.

Dans notre région, les changements climatiques constituent une menace unique en raison du cumul à la fois des facteurs sociaux, économiques et politiques. Les incertitudes politiques actuelles en Afrique de l'Ouest constituent également des facteurs importants qui aggravent l'impact du changement climatique. Pourtant, nos sociétés, nos zones géographiques, nos cultures et nos compétences nous permettent tout de même de croire qu'une bonne compréhension du bilan mondial au regard du contexte de l'Afrique de l'Ouest peut déboucher sur des solutions climatiques qui priorisent les êtres humains et la terre, mais aussi qui sont bénéfiques pour notre économie.

Par conséquent, nous invitons les dirigeants à produire un texte de décision sur le bilan mondial qui prendra en compte les ressources transfrontalières et les turbulences politiques dans différentes parties du monde, notamment en Afrique de l'Ouest, garantira des flux financiers continus pour l'action locale et que l'aide à l'atténuation parvienne aux communautés locales, élaborera un plan de transition juste orienté vers les moyens de subsistance locaux, et intégrera les voix de la société civile.

Nous encourageons les dirigeants mondiaux à interpréter les implications du bilan mondial qui sont spécifiques à notre région et à utiliser ces avantages, notamment :

- **Adaptation** : Dans une région déjà confrontée à des migrations forcées pour des raisons politiques et économiques, une meilleure approche et une nouvelle priorité accordée à l'adaptation peuvent aider les populations à vivre là où elles se trouvent et à réduire les effets cumulés des migrations liées au climat.
 - **Finances** : L'Afrique de l'Ouest abrite un grand nombre des solutions nécessaires pour faire face à la crise climatique. Une allocation optimisée des financements à ceux qui développent des solutions climatiques peut construire des économies capables de s'attaquer à la crise climatique et de relancer le développement économique qui construit l'avenir durable et prospère dont nous avons besoin, et ce, au bénéfice des communautés locales.
- 



- **Atténuation** : Les synergies entre les solutions d'atténuation et les solutions de développement basées sur l'agenda de croissance verte de notre région devraient être exploitées pour progresser vers ces deux priorités régionales.
- **Équité** : Une approche inclusive de la transition juste et de la croissance verte qui tient compte de l'équité au niveau local peut faire progresser les intérêts à la fois sociaux, climatiques et économiques.
- **Mise en œuvre** : Des définitions instructives pour les communautés locales et la société civile concernant la résilience, la finance et la transition juste peuvent contribuer au renforcement de ces solutions, et ce, même au niveau communautaire, ainsi qu'à l'acquisition des compétences nécessaires à l'accélération de la croissance verte.

Notre appel à l'action

Des résultats politiques satisfaisants du bilan mondial lors de la COP28 permettraient à l'Afrique de l'Ouest d'élaborer et de développer des solutions climatiques qui répondent aux priorités sociales, économiques et politiques de la région, notamment la réduction des causes des migrations forcées, le développement durable et l'accélération de la transition juste et de la croissance verte.

Le rapport de synthèse technique du bilan mondial a identifié les lacunes en matière de connaissances et d'action qui doivent être comblées pour agir de manière adéquate et équitable sur le climat. Si nous voulons éviter les conséquences irréversibles du changement climatique, il n'a jamais été aussi urgent d'intégrer les considérations régionales et locales dans les plans climatiques et d'obtenir, lors de la COP28, des résultats politiques qui protègent les populations d'Afrique de l'Ouest et d'ailleurs.

Signataires

Dr. Kwame Oppong Hackman, Scientifique Principal, Centre de services scientifiques d'Afrique de l'Ouest sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL)

Dr. Mohau Mateyisi, Scientifique Principal, Conseil pour la recherche scientifique et industrielle (CSIR)

Dr. Alcade C. Segnon, Chercheur, Alliance of Bioversity International and CIAT

Mme Compaore Marie-Pierre, Coordinatrice du Women Environmental Programme

Mme Noura Fatchima Djibrilla, Association Nigérienne des Scouts de l'Environnement ANSEN

M. Emmanuel Seck, Executive Director, ENDA Energy

M. Kenneth Nana Amaoateng, Directeur Général, AbibiNsroma Foundation

Dr. Kisito Gandji, Centre de services scientifiques d'Afrique de l'Ouest sur le

changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL)

M. Agbozo Eric, Fondateur & PDG, Defence Against AIDS Poverty and Underdevelopment (DAAPU)

M. Abdulhamid Tahir Hamid, Directeur Général, Global Environmental and Climate Conservation Initiative (GECCI)

M. Baako Abdul-Fatawu, Directeur Général, CIWED GHANA

M. Wendkouni Jean Anicet Sawadogo, Président, African Youth Initiative for Development (AYID)

Lougue Aboubacar Okana, Directeur Général, Coordination Nationale des Jeunes pour l'Environnement et le Climat (CONAJEC)

Olumide Idowu, Cofondateur et Chef de la direction de International Climate Change Development Initiative (ICCDI)

Fatoumata Marong, Chargée de l'autonomisation des femmes et des jeunes, Community Action Platform on Environment and Development

Maïga Mouhamadou, Cadre d'Ousmane, ONG AMADE

Akara Wagua, Président du Conseil d'Administration, Action pour la Protection de l'Environnement et le Conseil Agricole (APECA)

Aminu Bonifacio, Directeur Général, Massive Vision Enterprise, Programme Climate Smart Agricultural Practices, Green Climate Initiative

Mohammed Bun Bida, Services consultatifs destinés aux familles musulmanes

Raphael Godlove Ahenu, Fondateur et Directeur général de la GLOBAL MEDIA FOUNDATION

Almoudou Coulibaly, Coordinateur, ONG Vision d'Action pour le Développement Inclusif au Mali (VADIM)

Dabe Bi Kie Yves Blanchard, Président du Africa Innovation Network 4 Climate and Education

Citations des acteurs régionaux

« Les dirigeants mondiaux ne devraient pas rester silencieux face aux instabilités politiques actuelles dans les différentes parties du monde, notamment en Afrique de l'Ouest. Les États qui luttent contre l'insécurité politique peuvent-ils contribuer efficacement à la lutte contre le changement climatique ? » Les dirigeants mondiaux devraient noter que ne pas tenir compte des situations politiques turbulentes peut affecter gravement la mise en œuvre de la stratégie. »

Dr. Kwame Oppong Hackman, Scientifique Principal, Centre de services scientifiques d'Afrique de l'Ouest sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL)

« Dans le but de traduire les conclusions du bilan mondial en solutions inclusives, les experts locaux de notre région doivent être impliqués dans la conception et la mise en œuvre des solutions locales. »

Dr. Alcade C. Segnon, Scientifique, Alliance of Bioversity International and CIAT

« Le plan de transition juste pour l'Afrique de l'Ouest doit commencer par des discussions sur l'équité et dans la perspective des moyens de subsistance locaux, et présenter un plan qui respecte les principes de la justice réparatrice et mandate la transition jusqu'au niveau de la communauté. »

Mme COMPAORE Marie-Pierre, Coordinatrice, Women Environmental Programme

« Alors que le rapport de synthèse technique du bilan mondial a mis en évidence les lacunes en matière d'information qui doivent être comblées, les États doivent y répondre lors de la COP28 de manière systématique et intersectionnelle, en identifiant les synergies qui existent entre les objectifs climatiques et les objectifs de développement durable. »

Mme Noura Fatchima Djibrilla, Association Nigérienne des Scouts de l'Environnement ANSEN

« Un TPS plus complet devrait agréger tous les efforts déployés pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris notamment en considérant l'action climatique des acteurs non étatiques lors de la comptabilisation des initiatives mises en œuvre dans le cadre des CDN. »

M Emmanuel Seck, Directeur Général, ENDA Energy

« Le financement de la lutte contre le changement climatique, en particulier pour les communautés locales, n'est pas seulement un investissement dans des solutions durables ; il s'agit d'un engagement de la part des dirigeants et des décideurs politiques du monde entier à donner plus de pouvoir aux communautés locales. En garantissant l'accès au financement climatique à tous les niveaux, ils permettent aux communautés locales non seulement de s'adapter, mais aussi de prospérer face aux effets du changement climatique. Il est temps de mettre en place des actions plus percutantes, plus éloquentes que les mots, afin de créer un avenir résilient pour tous »

Dr. Kisito Gandji, Scientifique, Centre de services scientifiques d'Afrique de l'Ouest sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL)

« Si le processus de TPS doit être facilitateur, comme l'entendent les auteurs de l'article 14 de la CCNUCC, l'implication des communautés concernées, y compris les jeunes, les femmes, les groupes d'agriculteurs et les personnes handicapées, ainsi que les organisations de la société civile, doit être identifiée, encouragée et soutenue avec les connaissances requises et les moyens nécessaires pour participer pleinement au processus de TPS »

M. Agbozo Eric, Fondateur & Directeur Général, Defence Against AIDS Poverty and Underdevelopment (DAAPU)

« Le bilan mondial permet de vérifier concrètement les progrès accomplis en matière d'action climatique et incite à faire preuve d'honnêteté et d'audace dans les projets futurs. Lors de la COP28, il est essentiel de mettre le cap sur un avenir plus durable, d'accroître l'ambition et d'accélérer les efforts en matière de réduction des émissions, d'adaptation au climat et de transition équitable vers une économie à faibles émissions de carbone. Un leadership fort de la part des États, des entreprises et de la société civile est essentiel pour construire un avenir meilleur pour tous. »

M. Abdulhamid Tahir Hamid, Directeur Général, Global Environmental and Climate Conservation Initiative (GECCI)

« Le bilan mondial sert de boussole pour évaluer nos progrès dans la lutte contre le changement climatique. À l'approche de la COP28, il est impératif que nous accordions la priorité à une action climatique ambitieuse et équitable. Unissons-nous dans notre engagement pour un avenir durable, en reconnaissant l'interconnexion des efforts mondiaux visant à atténuer les défis climatiques. Ensemble, nous pouvons ouvrir la voie à un changement transformateur qui résonne au-delà des frontières et des générations »

M. Baako Abdul-Fatawu, Directeur Général, CIWED GHANA

« L'horloge climatique tourne pour l'Afrique. Pour respecter notre engagement envers l'Accord de Paris, les nations africaines sont confrontées à une dure réalité : la nécessité d'investir plus de 3 000 milliards de dollars d'ici à 2030 dans l'atténuation et l'adaptation. Nous allons nous pencher sur les instruments financiers innovants qui émergent sur le continent et qui ouvrent la voie à un avenir durable. Il est temps de prendre des mesures audacieuses et de trouver des solutions transformatrices qui non seulement s'attaquent à la crise climatique, mais aussi tirent parti de la puissance du volontariat »

Mme Ramata Ouedraogo, Responsable de Projet, Centre scientifique ouest-africain sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL)

« En tant que jeunes défenseurs dévoués, nous sommes les gardiens de l'écosystème africain. Nos efforts visionnaires ouvrent la voie à un avenir où les défis climatiques cèdent le pas à l'innovation, à l'éducation et à la responsabilité collective, nous propulsant vers une coexistence durable et harmonieuse avec notre planète »

Mr. Wendkouni Jean Anicet Sawadogo, Président de African Youth Initiative for Development (AYID)